

COMPOSITION D'HISTOIRE CONTEMPORAINE ÉPREUVE COMMUNE : ÉCRIT

Olivier Dard, Jean-Pierre Daviet, Frédéric Monier, Catherine Nicault

Coefficient : 3 ; Durée : 6 heures

Si on laisse de côté les copies blanches, il a été corrigé 427 copies en banque de notes, ayant obtenu la note moyenne de 7,2. Les notes sont normalement étalées, la meilleure copie obtenant 18, et 94 copies atteignant ou dépassant 10 sur 20. Le résultat est donc des plus convenables pour ce type de concours, même s'il faut être vigilant dans les reproches à adresser aux moins bons candidats. Plus que jamais, la lecture des rapports de concours de plusieurs années consécutives est recommandée en classe préparatoire, car il s'en dégage un ensemble de recommandations précisant bien la nature de l'épreuve et ses exigences.

Le sujet méritait une véritable réflexion en introduction, sur ce que l'on pouvait entendre par identité nationale : certainement pas une essence intemporelle, mais un ensemble composite et changeant d'images et de figures de la représentation collective. Il fallait certes penser à des idéologies nationalistes structurées, à des modèles du patriotisme, mais le sujet était plus large, faisant nettement référence aux sensibilités. Par là, on entend une instance de la culture qui serait la plus affective et la moins rationalisée, un ensemble de sentiments, de perceptions, d'émotions, de passions qui font que l'on réagit ensemble pour reconnaître des semblables et des adversaires. On adhère plus ou moins à une vie dite nationale, où se pose un problème de citoyenneté et de rapports aux immigrants, on se sent plus ou moins vulnérable face aux autres nations, surtout dans des périodes de tensions, de crises, de conflits. L'identité nationale rapproche en un sens, elle divise aussi, car il y a des choix à effectuer, et on pense particulièrement à la Deuxième Guerre mondiale, aux problèmes de colonisation et de décolonisation, aux polémiques sur l'immigration qui traversent toute la durée envisagée. Sur différentes questions, il y a dissentiment quant à la perception que l'on peut avoir d'une identité nationale française. Les classes sociales entretiennent une relation complexe avec la nation. Il s'imposait naturellement de citer Renan, Qu'est-ce qu'une nation ?, comme référence majeure de la réflexion sur l'identité nationale française, et il n'était pas mauvais d'évoquer, le cas échéant, les travaux de G. Noiriel, P. Milza, E. Weber, A.-M. Thiesse.

Les plans thématiques ont presque toujours donné lieu à des résultats décevants, parce qu'ils éloignaient de l'événement : or l'événement rythme la perception de l'identité nationale, particulièrement avec les deux guerres mondiales, et aussi avec toutes les crises de l'histoire de France à considérer. Il était bien plus simple de bâtir le devoir sur un plan chronologique, sans viser l'originalité à tout prix du découpage. Comme toujours, il faut éviter de maltraiter l'histoire postérieure à 1945, souvent sacrifiée après des analyses trop longues de l'installation de la République en France au cours des années 1870.

Dans une première période, celle de la constitution progressive d'un modèle républicain de l'identité et du patriotisme, jusqu'en 1914, il convenait sans doute d'évoquer les conséquences de la défaite de 1870 et de la crise sociale de 1871, mais sans s'attarder longuement sur les querelles institutionnelles et les tentatives de restauration royaliste. On s'attendait à des développements sur l'école, l'armée, la presse, l'unification culturelle du territoire, le boulangisme, la montée du nationalisme comme mythologie, l'affaire Dreyfus, Barrès et Maurras, les incidents d'Aigues-Mortes, les divisions (anarchisme,

internationalisme, politique anticléricale, politique coloniale), les recompositions à la faveur de la montée des périls.

De 1914 à 1945, période encadrée par les deux conflits mondiaux, des connaissances réelles étaient à mobiliser, par-delà évocations ou clichés, sur le phénomène de l'union sacrée et la mobilisation de l'arrière, sur les crises de 1917, sur le phénomène anciens combattants, sur le manque de main d'œuvre des années 1920, conduisant à une nouvelle vague d'immigration, sur les enjeux de la politique extérieure tels qu'ils étaient ressentis dans le pays, sur le fait communiste aussi (anti-patriotisme et antimilitarisme d'abord, puis changement dans les années 1930). Les années 1930 méritaient une analyse approfondie, trop rarement faite : des nationalistes cédaient à la tentation fasciste, alors que la gauche essayait de ressusciter à travers l'antifascisme un patriotisme de type jacobin, et la dépression économique conduisait à un rejet de l'étranger, le tout dans un climat de crise intellectuelle. La guerre mondiale donnait lieu à des déchirements sur l'idée que l'on pouvait se faire de la France. D'une guerre à l'autre, on passait donc de l'unanimité au conflit interne.

La dernière partie n'était pas facile à bâtir, parce qu'il ne fallait ni ignorer la chronologie (faire comme si le général de Gaulle n'avait pas été éloigné du pouvoir entre 1946 et 1958) ni renoncer complètement à la recherche de grands enjeux permanents, tels que la place de la France dans le monde (décolonisation, Europe, alliances), les défis de la modernisation (dont les besoins de main d'œuvre), le changement culturel (une culture ouverte aux emprunts, par exemple cinéma, musique, modèles de consommation, une culture faisant aussi davantage de place à la différence qu'à l'identité). Crises de l'identité, accompagnées de replis et de crispations ? Peut-être, mais aussi recompositions et redéfinitions, dans un contexte dédramatisé.

Les principaux défauts des copies ont pour origine une insuffisance de réflexion, et une difficulté à mobiliser les connaissances de façon pertinente. Trop de candidats se sont contentés, après une définition plus ou moins approximative, voire inexistante, de la notion d'identité nationale, de dérouler de façon plate, passe-partout, parfois profuse, le cours des principaux événements politiques marquant la période considérée, sans en dégager le sens en terme de sentiment ou d'identité nationale, passant ainsi à côté du sujet.

Encore ces événements ne sont-ils pas toujours présentés de façon satisfaisante. Certains épisodes, pourtant importants, sont tellement survolés que l'évocation en devient fautive à force d'être caricaturale : ainsi la Première Guerre mondiale, et plus encore peut-être la Seconde Guerre mondiale. On remarque dans les moins bonnes copies une tendance fâcheuse à l'approximation (le calendrier des lois laïques par exemple est souvent erroné ; la guerre entre la France et les Etats allemands – réduits souvent à la seule Prusse – prendrait fin en septembre 1870 etc.), des oublis surprenants (il n'est pas rare de voir évoquer Vichy sans mention aucune de sa politique antijuive, la Résistance est peu évoquée, plusieurs candidats semblent ignorer le 6 février 1934...), sans parler d'erreurs les plus variées. Pour nous borner à une seule, mais récurrente : non, la France n'a pas quitté l'OTAN en 1966, mais seulement le commandement intégré de l'OTAN, ce qui n'est pas du tout la même chose...

Si le style est souvent correct, l'orthographe n'est pas toujours maîtrisée. Rappelons en particulier que massacrer les noms des personnages historiques est particulièrement fâcheux.

En conclusion, le jury observe que les performances n'ont pas été exceptionnelles, mais que l'épreuve a joué son rôle sélectif, récompensant les candidats qui avaient consacré leurs efforts à une préparation sérieuse.